

14 - INFOLETTRE PNC-France –Janvier 2024

Les Vœux du Président Bernard Accoyer

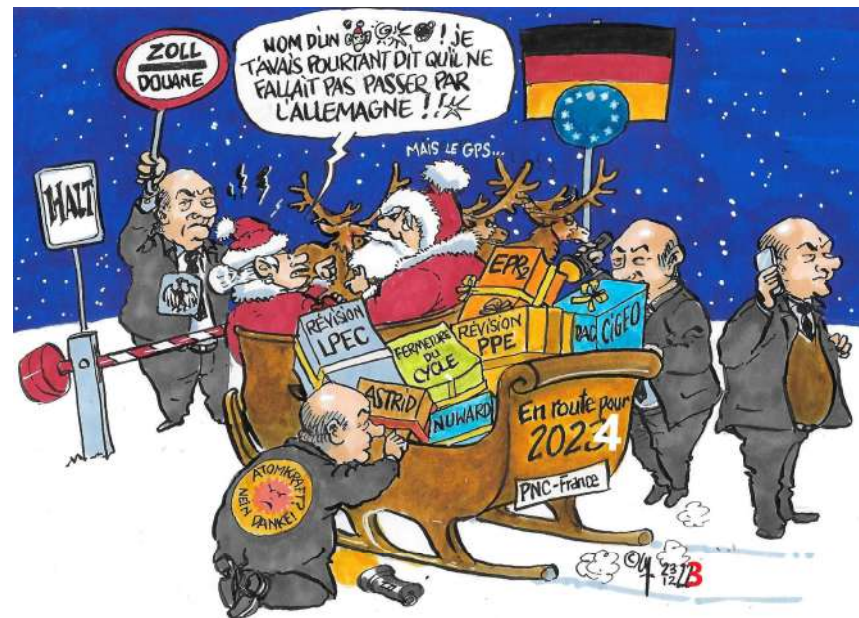
L'année 2023 a été riche en signaux positifs pour le nucléaire, tant au niveau européen (grâce à l'action dynamique de notre Ministre de la Transition énergétique qui a su mettre en place l'alliance nucléaire européenne) qu'au niveau national avec la mobilisation de la filière et la remise en état de marche du parc nucléaire.

Pour 2024 nous exprimons le souhait

- que les révisions des lois de programmation nucléaire et climat se concrétisent au plus tôt et qu'elles intègrent la 4^{ème} génération, le fameux nucléaire durable défendu avec énergie par PNC-France.
- que le lancement des 14 EPR2 soit effectif,
- que le départ de la Ministre de la Transition énergétique ne porte pas préjudice à la relance européenne du nucléaire.

Nous vous remercions pour les initiatives que vous avez prises et que vous prendrez encore afin de défendre la cause du climat et de l'énergie nucléaire !

Meilleurs Vœux à tous pour 2024! et pour commencer l'année avec le sourire, nous vous offrons à la fin de cette Infolettre, une sélection des dessins de Nicolas Waeckel, retraçant les faits marquants de l'année 2023. Bonne lecture!



Quelques actions clés de PNC-France en 2023

Les avis pertinents de PNC-France sont de plus en plus appréciés (ou redoutés) par les intéressés :

- Rencontre de PNC-France avec les membres de l'OPECST sur les aspects énergie et climat
- Propositions d'amendements à la loi d'accélération de la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité des sites nucléaires existants
- Propositions de PNC-France pour la future révision de la LEPC, de la PPE et de la SNBC (<https://www.pnc-france.org/propositions-de-pnc-france-pour-la-lepc-la-ppe-et-la-snbc/>). Ces recommandations seront regroupées fin 2023 lors de la consultation SFEC (voir ci-dessous)
- Participation de PNC-France aux ateliers de la DGEC (<https://www.pnc-france.org/ppe-3-et-mix-electrique-pnc-france-presente-sa-vision-a-la-dgec/>). La qualité technique des contributions de PNC-France aux ateliers a été reconnue par la DGEC
- Analyse du projet de fusion ASN-IRSN présenté au président de l'OPECST
- Avis sur le bilan prévisionnel inquiétant de RTE qui, malgré sa reconnaissance tardive de l'utilité du nucléaire, n'a toujours pas pris la mesure des besoins en moyens pilotables à l'horizon 2030-2035 (<https://www.pnc-france.org/rte/>). RTE en tiendra-t-il compte dans sa nouvelle mouture? Oui, petit à petit.
- Contribution technique musclée de PNC-France à la révision de la SNBC3 (Stratégie Nationale Bas Carbone), la PPE3 (Programmation Pluriannuelle de l'Energie) et à la préparation de la SFEC (Stratégie Française Energie et Climat). PNC-France dénonce la piètre qualité des documents supports à la consultation et surtout l'absence d'une vision long terme intégrant la 4^{ième} génération (RNR).

Quelques actions clés de PNC-France en 2023 (suite)

Le succès des webinaires de PNC-France ne se dément pas

- Le Webinaire sur l'avenir prometteur des SMR (Renaud Crassous) a rencontré un franc succès, y/c sur les réseaux sociaux (<https://www.pnc-france.org/quel-avenir-pour-les-petits-reacteurs-nucleaires/>)
- Le Webinaire sur l'évolution de la production électrique (Valérie Faudon) a permis de remettre l'église au milieu du village <https://www.pnc-france.org/face-aux-contraintes-comment-va-evoluer-la-production-delectricite/>
- Les prochains Webinaires de Joel Barre le 23 janvier 2024 à 18h : <https://www.pnc-france.org/nucleaire-la-france-est-elle-a-la-hauteur-de-ses-ambitions/> et de Hervé Machenaud le 27 février 2024 sont attendus avec impatience !

Le président multiplie les rencontres au sommet pour faire passer les (bons) messages

- Le président a ainsi rencontré le MEDEF, l'AMF, l'OPECST, des partis politiques, etc...
- A participé activement au forum WNE
- Présentation de la politique énergétique française au Think Tank « Energy Intelligence » à Londres
- Etc.,

Quelques actions clés de PNC-France en 2023 (suite)

PNC-France adore interpeler les membres de l'exécutif lorsqu'ils font fausse route!

- PNC-France a écrit au gouvernement pour l'interpeler sur le scandale de la prise en compte de la consommation d'énergie primaire, et non réelle (donc finale), dans les « Diagnostic de Performance Energétique » (<https://www.pnc-france.org/pnc-france-alerte-mme-la-ministre-pannier-runacher/>)
- PNC-France a écrit à la CRE pour dénoncer son manque d'indépendance et d'initiative face au maintien du prix de l'ARENH en 2024 et 2025 <https://www.pnc-france.org/larenh-en-2024-courrier-a-la-presidente-de-la-cre/>
- PNC-France a écrit au Président de la République pour lui rappeler que le manque de réactivité de la France face aux attaques antinucléaires incessantes de la Commission ne sont plus tolérables (<https://www.pnc-france.org/la-commission-europeenne-soppose-au-nucleaire/>)
- PNC-France a écrit à la ministre de l'Énergie pour dénoncer le manque de vision à long terme de l'exécutif qui omet d'inclure la GEN4 surgénératrice (RNR) dans ses objectifs, la seule à même de garantir une indépendance énergétique pour des siècles, tout en réduisant la part des déchets de haute activité (<https://www.pnc-france.org/reacteur-a-neutrons-rapides-en-france/>)
- Un courrier similaire vient d'être renvoyé au gouvernement et aux membres du Comité de Politique Nucléaire qui se réunit mi-janvier 2024.

Quelques actions clés de PNC-France en 2023 (suite et pas fin)

PNC-France n'oublie pas de rédiger des articles techniques bien documentés, visant en priorité à informer les décideurs, des articles qui appuient souvent là où ça fait mal

- Les scandaleuses dérives du marché de l'électricité (<https://www.pnc-france.org/cre-arenh-et-le-scandale-des-prix-de-lelectricite-en-2023/>)
- La nécessaire profonde révision de la Programmation pluriannuelle de l'énergie - <https://www.pnc-france.org/ppe-3-et-mix-energetique-pnc-france-presente-sa-vision-a-la-dgec/>
- La sobriété, l'efficacité énergétique et l'impact sociétal qui en découle, souvent négligé par les adeptes de la novlangue (<https://www.pnc-france.org/efficacite-energetique-et-sobriete-ou-decroissance/>)
- La consommation d'eau des centrales nucléaires où la désinformation se conjugue avec information partielle (<https://www.pnc-france.org/consommations-deau/>)
- La réalité de l'impact radioactif du numérique (!?) suite à un article hors-sol du journal Le Monde <https://www.pnc-france.org/la-radioactivite-serait-elle-le-principal-impact-du-numerique-sur-lenvironnement/>
- Les conséquences de l'arrêt définitif du nucléaire en Allemagne et son charbon de transition (sic) <https://www.pnc-france.org/la-fin-de-lelectronucleaire-en-allemande-et-apres/>
- Le multi-recyclage du MOX dans les EPR2 en 2040 tel qu'étudié par l'industrie n'est pas compatible avec une vision long terme incluant un nucléaire durable (RNR) <https://www.pnc-france.org/multirecyclage-du-plutonium-en-rep/>
- L'intérêt évident du nucléaire pour un chauffage urbain « propre » et « efficace »: <https://www.pnc-france.org/nucleaire-et-chauffage-urbain/>

Corinne LEPAGE (1951) :
IEP et droit public.- Ministre de l'Environnement dans les gouvernements Juppé (1995-1997)

Elle s'oppose à Cattenom et Creys-Malville pour le compte des Luxembourgeois et des Suisses. Elle refuse de signer le décret d'autorisation de redémarrage de SPX1. Elle assiste le canton de Genève dans sa plainte contre X déposée contre BUGEY.

Dominique VOYNET (1958)
Médecin – Ministre (issue des Verts) de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement (1997-2001).

Elle commence son militantisme écologique en combattant les centrales nucléaires de Fessenheim et de Creys-Malville. Le 2 février 1998, Dominique Voinet, confirme, lors de la réunion nationale des Verts, la mise à l'arrêt définitive du surgénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère), en évoquant cette décision « irréversible » comme « la première vraie défaite du lobby nucléaire ». La ministre a enfin rappelé que l'arrêt de Superphénix était prévu dans l'accord Verts-PS et qu'il n'avait pas été contesté par le PCF. Elle est fermement opposée au redémarrage de Phénix et est contre l'ouverture de CIGEO

Cécile DUFLLOT (1975) :
DEA de géographie, ESSEC. Secrétaire générale Les Verts (2006-2010) puis EELV (2010-2012). Elle signe un accord entre EELV et le PS (Martine Aubry) pour la présidentielle de 2012 entraînant le basculement de la politique énergétique vers un désengagement du nucléaire (abaissement de 75 % à 50 % de la part du nucléaire dans le mix électrique d'ici à 2025, ce qui équivaut, selon la Cour des comptes, à la fermeture de 17 à 20 réacteurs.

Ségolène ROYAL (1953) IEP ENA. Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (2014-2016).

En 2011, candidate à la présidentielle elle annonce qu'elle arrêtera le chantier de Flamanville 3 si elle est élue. En 2015 elle fait voter la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) visant notamment à réduire la part du nucléaire dans la production énergétique à 50 % en 2025. En 2016 elle promet 1000km de routes solaires couvertes de panneaux photovoltaïques..

Martine AUBRY (1950)
Sciences Po ENA – Secrétaire générale du PS

A l'origine de l'accord PS-EELV pour la présidentielle de 2012 avec sa bonne amie Cécile DUFLLOT, Martine AUBRY exige de réduire à 50% la part du nucléaire car cela signifie fermer tous les réacteurs 900MWe qui utilisent du MOX, asphyxiant ainsi l'ensemble de la filière du retraitement à la GEN4.

Anne LAUVERGEON (1959) ENS-Corps des Mines – PDG d'AREVA

Elle se voit reprocher l'échec de la vente de quatre EPR à Abou Dhabi, la mauvaise gestion du départ de Siemens et le positionnement haut de gamme de l'entreprise. En 2014, la Cour des comptes critique les actions d'Anne Lauvergeon, l'évolution de sa rémunération, l'échec de la centrale d'Olkiluoto et l'achat d'Uranium, ces deux seuls dossiers coûtant 5,5 milliards d'euros à l'État, à cause de mauvaises études de la part d'Areva et d'une « fuite en avant ».

Barbara POMPILI 1975 Sciences Po – Ministre de la Transition écologique (2020-2022).

Le nucléaire n'est pas « une énergie d'avenir », elle plaide pour diminuer au-delà de 50 % la part du nucléaire et souhaite que la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) identifie les réacteurs à fermer. En 2018, en tant que présidente de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, elle critique la possible construction d'EPR2. Après la présentation en 2021 des différents scénarios RTE pour le mix français à horizon 2050, elle assure ne pas avoir « changé d'avis » sur le nucléaire et défend une hausse de la part des énergies renouvelables assurant que 100% renouvelables c'est possible. En 2022, elle défend le projet de construction des EPR2 : elle justifie son évolution par le fait d'avoir « écouté ce que disaient les experts de RTE sur le fait qu'on aurait besoin de plus d'électricité », ce qu'« on ne [...] savait pas il y a quatre ans ».

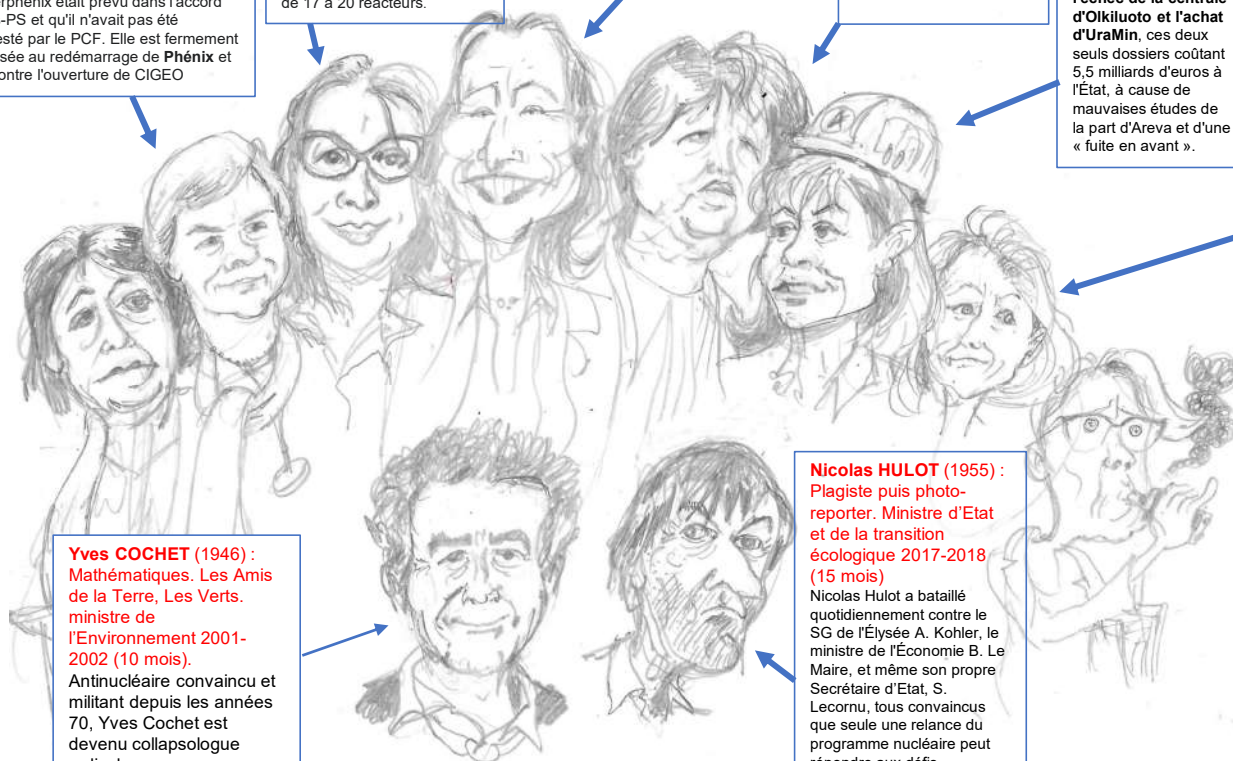
Elisabeth BORNE 1961 Polytechnique Ponts et Chaussées- Ministre de la Transition écologique et solidaire (2018-2020)

Elle prévoit d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et une baisse de 40 % de la consommation d'énergies fossiles d'ici à 2030 (contre 30 % précédemment). La réduction à 50% de nucléaire est décalée à 2035 mais votée fin 2019. Elle demande à EDF de « réfléchir » à son rôle au cas où un scénario « 100 % EnR » serait retenu à terme pour la fourniture d'électricité en France, aux dépens de nouvelles centrales nucléaires. En juin 2020 elle mène à terme l'arrêt définitif de Fessenheim, qu'elle qualifie de « moment historique » se félicitant d'avoir acté cette décision.

Yves COCHET (1946) :
Mathématiques. Les Amis de la Terre, Les Verts. ministre de l'Environnement 2001-2002 (10 mois). Antinucléaire convaincu et militant depuis les années 70, Yves Cochet est devenu collapsologue radical.

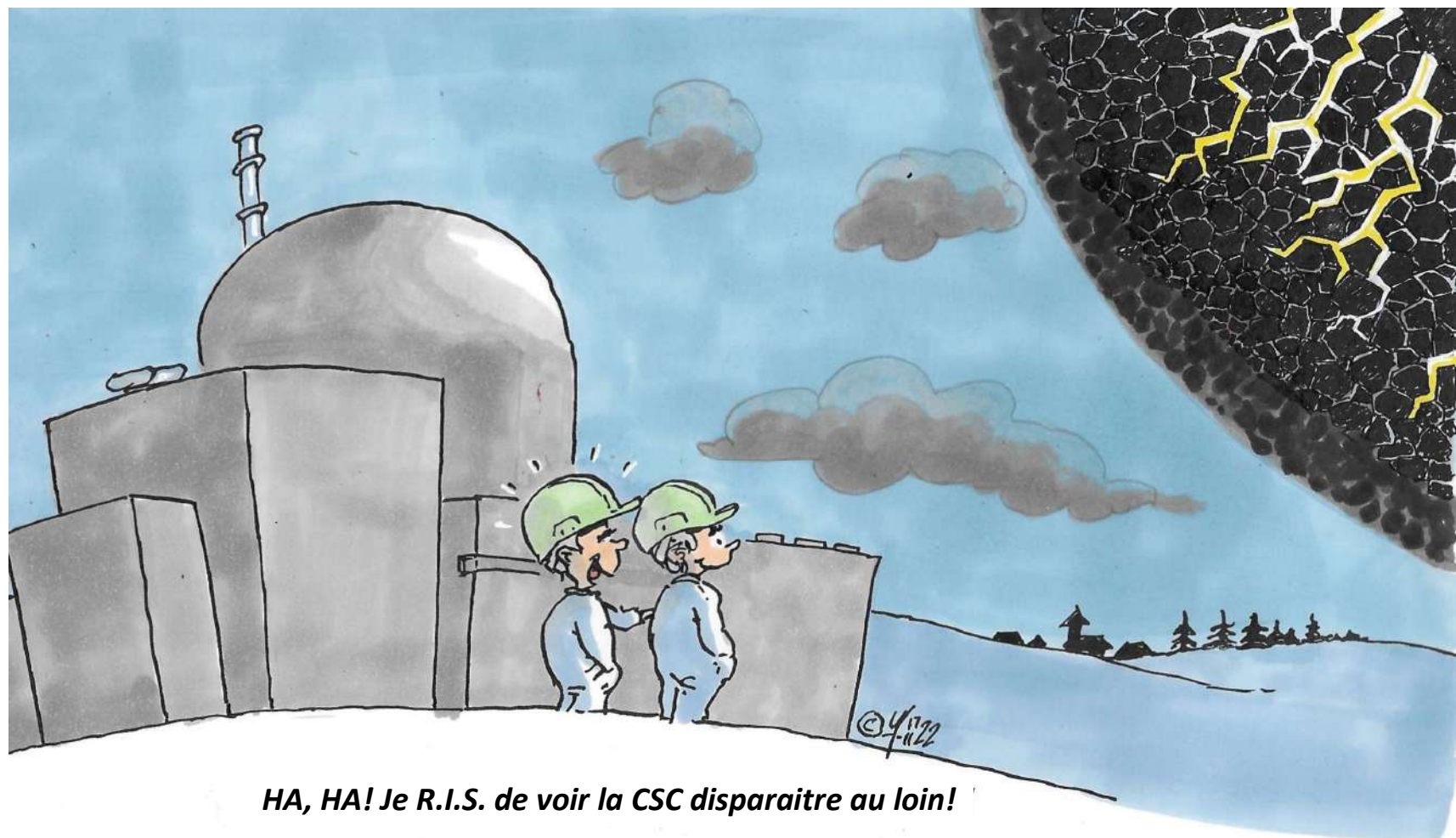
Nicolas HULOT (1955) :
Plagiste puis photoreporter. Ministre d'Etat et de la transition écologique 2017-2018 (15 mois)

Nicolas Hulot a bataillé quotidiennement contre le SG de l'Élysée A. Kohler, le ministre de l'Économie B. Le Maire, et même son propre Secrétaire d'Etat, S. Lecornu, tous convaincus que seule une relance du programme nucléaire peut répondre aux défis énergétiques de la France.



Ils (elles) ont été ministres de l'environnement au cours des 20 dernières années, ou dans les coulisses du pouvoir. La filière nucléaire ne leur dit pas merci !

En **2023**, la corrosion sous contraintes (CSC) détectée en 2022 dans le circuit RIS (Réacteur-Injection-Sûreté) des centrales EDF les plus récentes, a été traitée de manière exemplaire par EDF: Identification du phénomène générique, développement des solutions correctives et réalisation des réparations, le tout en un temps record.



Incroyable! **Début 2023**, la Commission européenne, sous emprise allemande, condamne la France à payer une amende pour non atteinte de ses engagements EnRi en 2022, alors que son mix électrique est 8 fois moins carboné que celui de l'Allemagne!
La faute au gouvernement français qui s'est engagé à installer 23% d'EnRi alors que la Commission n'en demandait que 20% (que nous avons quasi-atteints, comme l'Allemagne!).



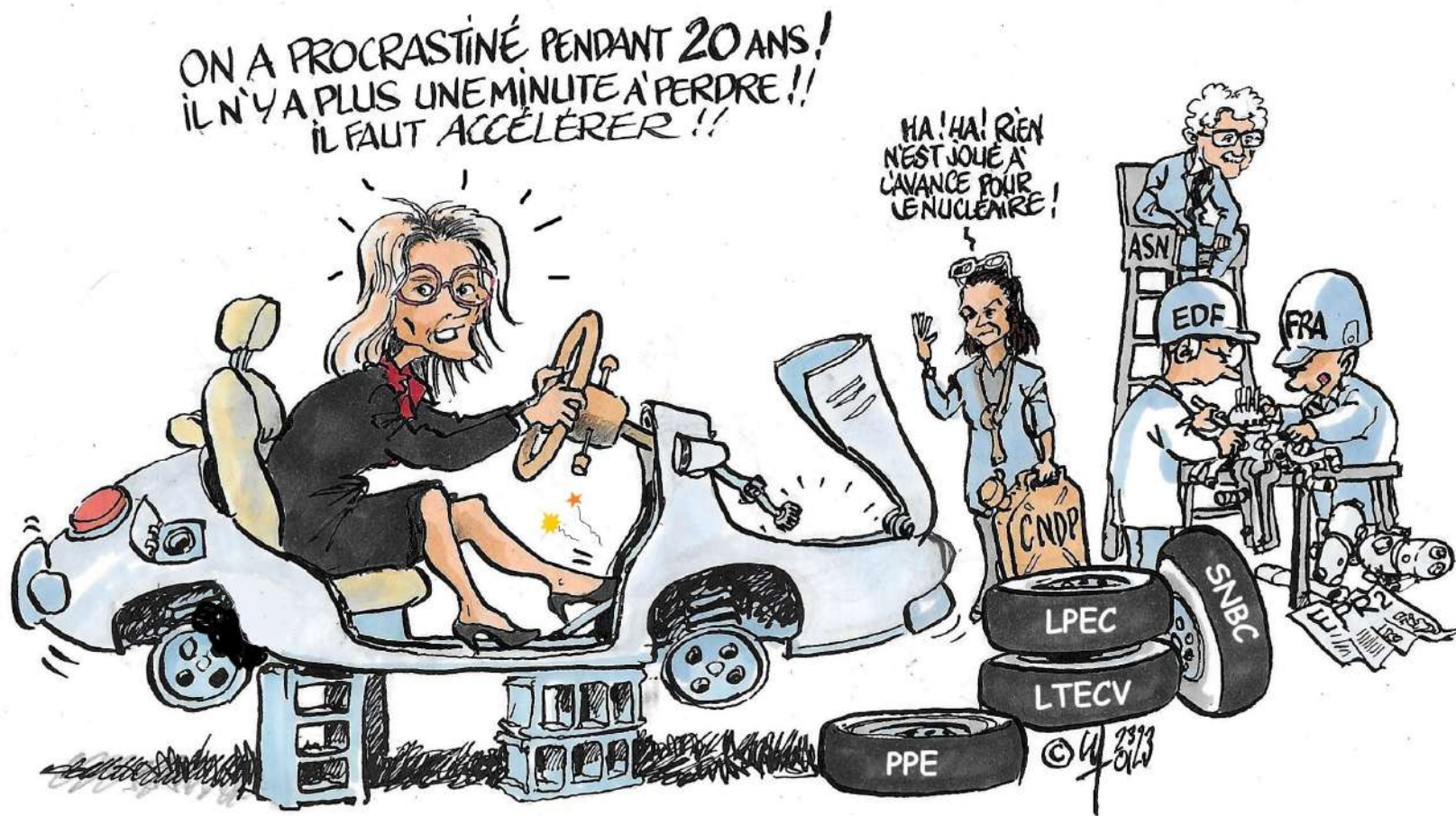
2023, l'année des bonnes résolutions ?

Enfin, après avoir longtemps voulu préserver un couple franco-allemand (qui n'existe que de ce côté du Rhin), Mr Macron accepte le duel entre le mix électrique français décarboné et le mix électrique allemand très carboné!

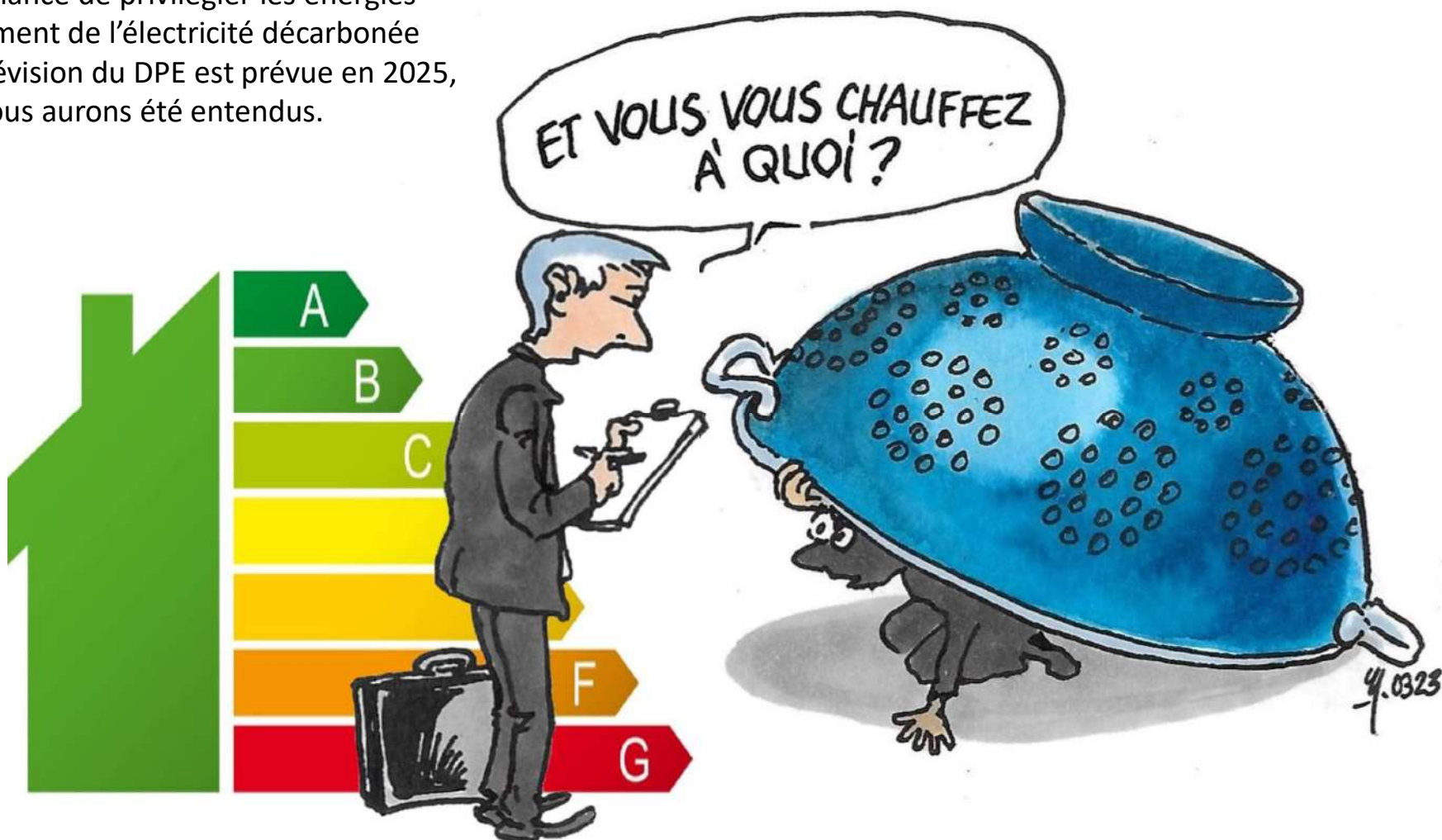
Merci à Agnès Panier-Runacher qui a initié le changement de paradigme au niveau européen!



2023, l'année de la relance du nucléaire! Agnès Pannier-Runacher se démarque et se lance avec énergie dans la relance de la filière. Mais ni la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), ni la Loi de Programmation Energie Climat (LPEC), ni la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) ni la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) n'ont encore été révisées. Et la Commission Nationale du Débat Public, présidée par Mme Jouanno, ouvertement anti-nucléaire, n'aide pas à alimenter la démarche.



En **mars 2023**, PNC-France dénonce la révision du Diagnostic de Performance Energétique (DPE) qui a réussi la performance de privilégier les énergies fossiles au détriment de l'électricité décarbonée française. Une révision du DPE est prévue en 2025, espérons que nous aurons été entendus.



Début 2023, le nucléaire européen est toujours banni par l'Allemagne, l'Autriche et le Luxembourg mais grâce au lobbying de la France et de ses alliés, une petite porte s'ouvre : les moyens de production bas carbone pourraient remplacer les EnRi.



Début 2023, le projet de loi
sur la fusion ASN-IRSN
exacerbe les passions



L'avis de Mr JC Niel
(Directeur de l'IRSN) ne
simplifie pas **la vie** de Mr B.
Doroszczuk (président de
l'ASN).



Sans commentaires,
hélas!



Eté 2023, grosse polémique sur la consommation d'eau des centrales EDF, qu'elles soient en circuit ouvert ou fermé.



En **avril 2023**, E. Macron et U. Van der Leyen reviennent d'un voyage commun en Chine. Depuis l'affaire de la taxonomie, la Commission Européenne présidée par Ursula Van der Leyen et Franz Timmermans, en charge du pacte vert européen, n'arrive toujours pas à se défaire de son antinucléarisme primaire.



Avril 2023, Olaf Scholz et Robert Habeck, vice-chancelier et ministre de l'Économie et du Climat, sont fiers d'avoir arrêté les dernières centrales nucléaires du pays!



Mai 2023, Olaf Scholz et
Robert Habeck misent
tout sur l'hydrogène



Mai 2023, Olaf Scholz, chancelier, et Robert Habeck, vice-chancelier ministre du climat, annoncent qu'ils vont produire l'hydrogène dont ils ont besoin de l'autre côté de la planète. Le côté néocolonial de la démarche ne semble choquer personne.



Printemps 2023, oui,
c'est bien du verbatim
CRE !



Mai 2023, PNC-France a été invité à participer aux ateliers de la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGE) pour préparer les révisions des textes d'orientation (prévues en 2025). Le renouvellement des sources d'énergie renouvelable est l'angle mort de la transition.



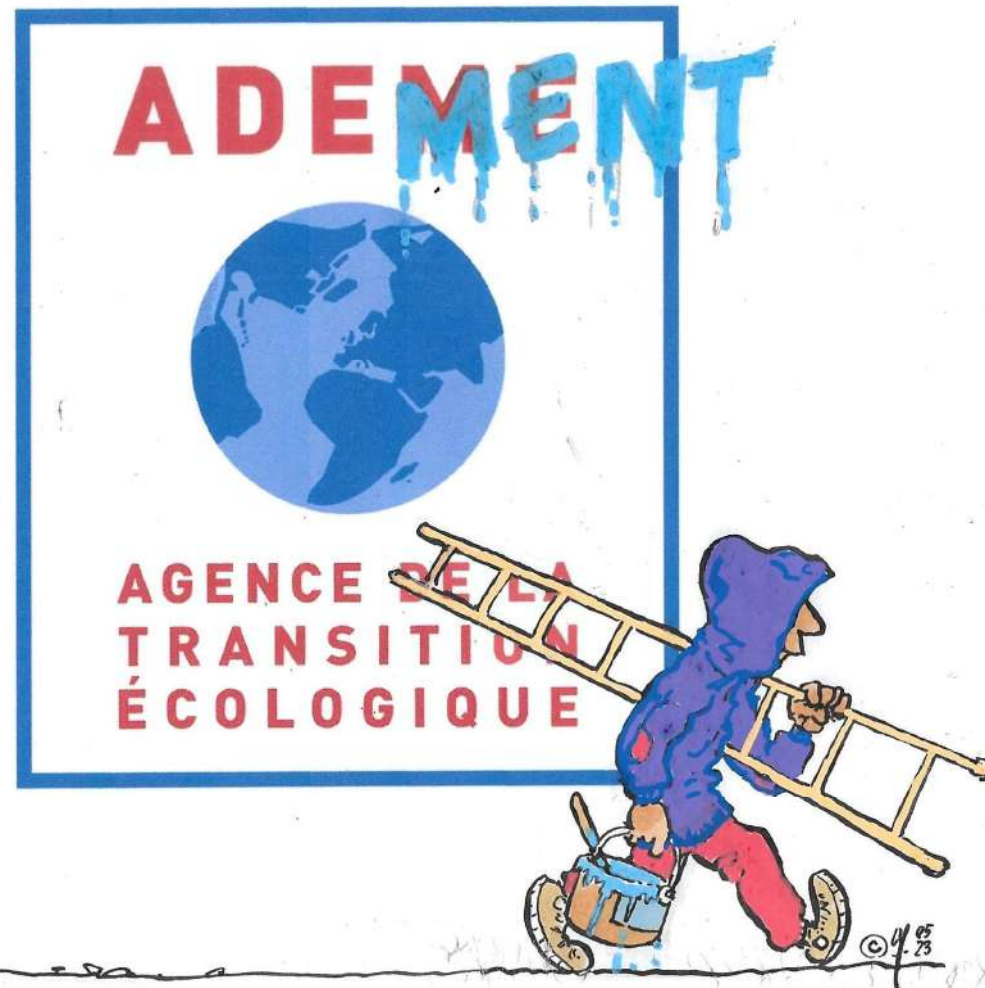
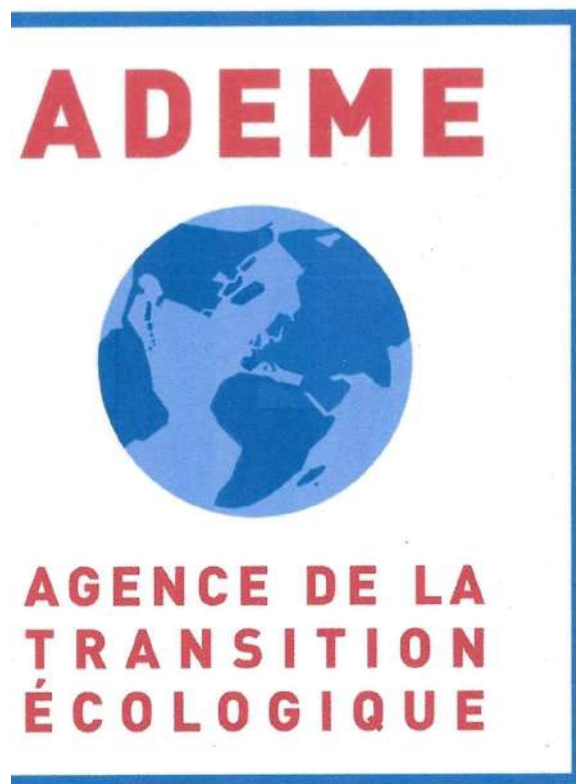
Été 2023, dernière tentative de la Commission Européenne pour torpiller le nucléaire européen: dans le NZIA la Commission privilégie encore et toujours les EnRI (et ses backups très carbonés) et ignore le moins carboné des moyens de production électrique.

Le chant du cygne du Vice-président de la Commission, Franz Timmermans, en charge du pacte vert européen? On peut l'espérer, il a démissionné en août 2023.



Été 2023, une fois de plus, l'Agence de la Transition Ecologique (ADEME, budget 4,5Mds €/an) a été prise en flagrant délit de désinformation antinucléaire dans des documents destinés aux scolaires.

Heureusement PNC-France et la SFEN veillent et les documents ont été rapidement corrigés.



Automne 2023,
décroissance ou
efficacité énergétique,
le débat est lancé.

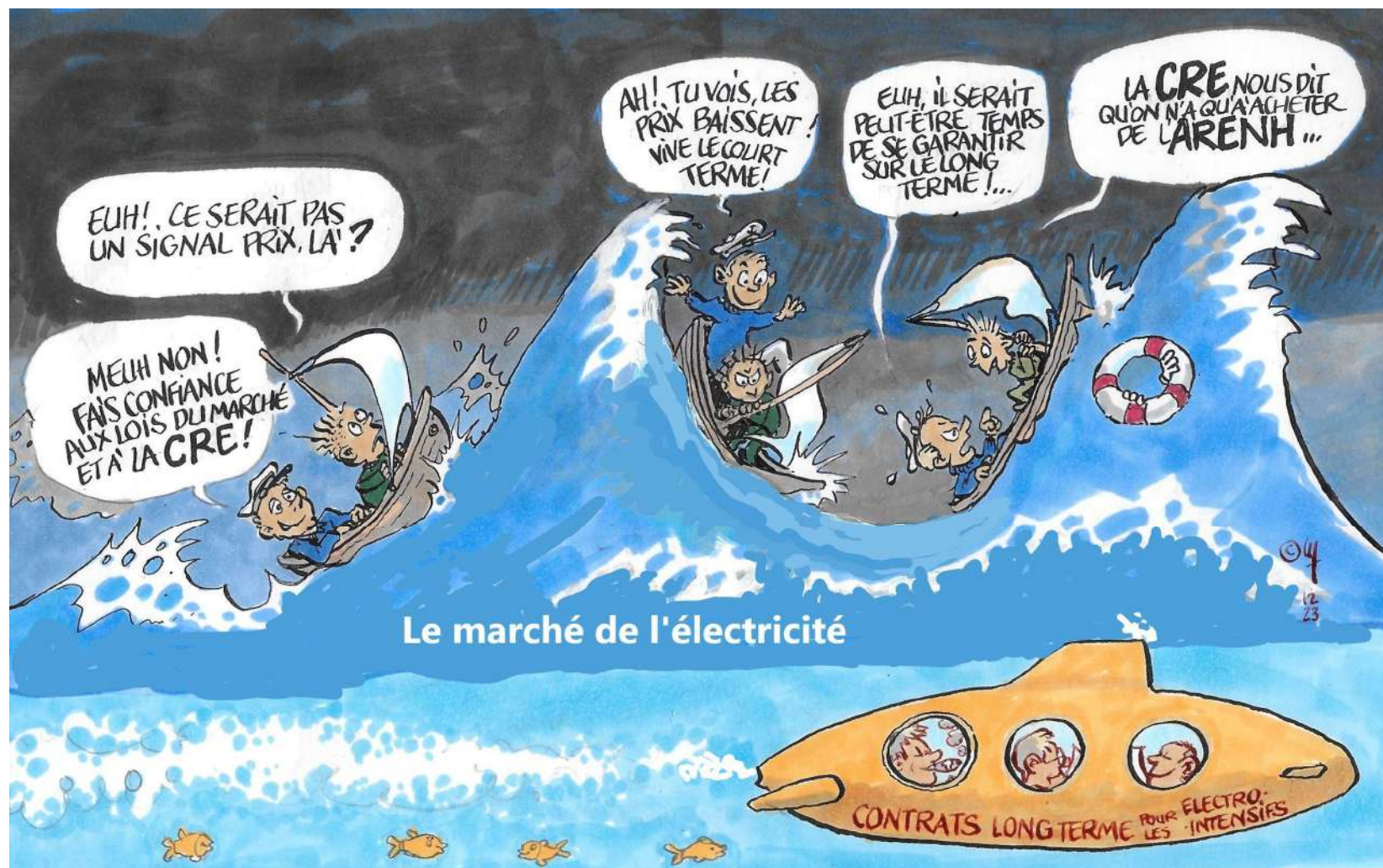


Septembre 2023:

Dans sa lutte contre l'inflation, Elisabeth Borne propose d'autoriser la vente à perte de l'essence durant 6 mois. Les pétroliers refusent en chœur. Mais EDF, via l'ARENH, vent à perte depuis plus de 10 ans!



Novembre 2023,
l'exécutif et la CRE
reconduisent l'ARENH
en 2024 et 2025, sans
modifier la quantité de
production électrique
éligible, ni le tarif de
vente aux revendeurs
alternatifs,
contrairement à l'esprit
et à lettre de la loi
NOME de 2010.
Clairement la CRE ne
joue pas son rôle
d'institution
indépendante.



Novembre 2023 :
les tricheries de
quelques
revendeurs
alternatifs, shootés
à l'ARENH et au
bouclier tarifaire,
ne sont
sanctionnées que
très
symboliquement
par la CRE.



Bonne année 2024 !

(Et n'oubliez pas de renouveler votre adhésion)

